



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des relations externes
et du cadre de vie
Bureau du cadre de vie

Saint-Denis, le 26 mai 2020

ARRÊTÉ N° 2020 - 1862 /SG/DRECV

**mettant en demeure Monsieur Jean-Cyrille MOUNY-VINGAPATA de régulariser
la situation administrative de ses installations qu'il exploite
au n° 38 rue Balafon à l'Eperon sur le territoire de la commune de Saint-Paul
et portant mesures conservatoires**

LE PRÉFET DE LA RÉUNION
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le titre VII du livre I^{er} du code de l'environnement et notamment l'article L.171-7 ;
- VU** le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement et notamment, les articles L.511-1, L.511-2, L.512-7, L.512-8 ;
- VU** le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** les articles R.512-46-1 et suivants du même code de l'environnement relatifs aux installations classées soumises à enregistrement ; R.512-47 et suivants du même code relatifs aux installations classées soumises à déclaration ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 mars 2020 référencé SPREI/UTSW/71-2465/2020-0485 dont copie a été transmise le 25 mars 2020 à l'exploitant conformément aux articles L.514-5 et L.171-6 du code de l'environnement, et le projet d'arrêté annexé ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 23 mars 2020 à l'exploitant ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté, lors de l'inspection du 26 février 2020, l'exploitation d'une installation de stockage et démontage de véhicules hors d'usage (VHU) exercée par Monsieur Jean-Cyrille MOUNY-VINGAPATA au n° 38 rue Balafon à l'Eperon sur le territoire de la commune de Saint-Paul ;

que la surface dédiée à l'activité de stockage et démontage de véhicules hors d'usage (VHU) est supérieure à 100 m² ;

que les éléments constatés caractérisent l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement répertoriée à la rubrique 2712 de la nomenclature susvisée et soumise à enregistrement ;

que Monsieur Jean-Cyrille MOUNY-VINGAPATA, exploitant de cette installation, ne dispose pas de l'enregistrement administratif requis pour l'exercice de cette activité;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a de plus constaté, lors de l'inspection du 26 février 2020, l'exploitation d'une installation de transit de déchets dangereux exercées par Monsieur Jean-Cyrille MOUNY-VINGAPATA au n° 38 rue Balafon à l'Eperon sur le territoire de la commune de Saint-Paul ;

que la quantité de déchets dangereux dédiée à l'activité de transit de déchets dangereux est inférieure à 1 tonne ;

que les éléments constatés caractérisent l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement répertoriée à la rubrique 2718 de la nomenclature susvisée et soumise à déclaration ;

que Monsieur Jean-Cyrille MOUNY-VINGAPATA, exploitant de cette installation, ne dispose pas de la déclaration administrative requise pour l'exercice de cette activité;

CONSIDÉRANT que les observations formulées par Monsieur Jean-Cyrille MOUNY-VINGAPATA, au titre du contradictoire, ne remettent pas en cause les propositions prescrites dans le projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 susvisé, de mettre en demeure Monsieur Jean-Cyrille MOUNY-VINGAPATA de régulariser la situation administrative de ces installations ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des impacts environnementaux potentiels d'une telle activité vis-à-vis des intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en matière de salubrité publique et de risque de pollution des sols, il y a lieu, en application de l'article L.171-7 susvisé, de mettre en œuvre des mesures conservatoires appropriées à la protection de ces intérêts dans l'attente de la régularisation administrative de ces installations ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

Monsieur Jean-Cyrille MOUNY-VINGAPATA, ci-après dénommé l'exploitant, résidant au 38 rue Balafon à l'Eperon sur le territoire de la commune de Saint-Paul, est mis en demeure de régulariser la situation administrative des activités sises au 38 rue Balafon à l'Eperon sur le territoire de la commune de Saint-Paul, soit :

- en déposant auprès des services préfectoraux sous **un délai maximum de deux mois** la demande administrative adéquate répondant, au besoin, aux articles R.512-46-1 et suivants et R.512-47 et suivants du code de l'environnement,
- soit en cessant définitivement ses activités.

Dans le cas où il décide de cesser définitivement ses activités, l'exploitant doit notifier par courrier au préfet dans un délai de huit jours la mise à l'arrêt définitif des installations, dans lequel il précise les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site dès sa mise à l'arrêt, puis transmettre dans un délai d'un mois au préfet un mémoire de remise en état du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 compte tenu de l'usage fixé dans les documents d'urbanisme des terrains d'assiette desdites installations, et ce en application des articles R.512-46-25 et suivants du code de l'environnement. Le délai fixé pour la cessation définitive de ses activités ne peut dépasser celui prescrit au 1^{er} alinéa du présent article.

Il est rappelé que toute ouverture d'installations classées doit être conforme au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune concernée.

Article 2 : Mesures conservatoires

Par ailleurs, l'exploitant procède :

- à l'évacuation de l'ensemble des déchets entreposé au n° 38 rue Balafon à l'Eperon sur la commune de Saint-Paul vers des installations autorisées à les recevoir et transmet dans le délai maximum d'un mois les justificatifs de cette évacuation (factures, bordereaux de suivi de déchets...) au préfet et à l'inspection ;
- à la lutte contre la prolifération des moustiques et des gîtes larvaires et apporte au préfet et à l'inspection des installations classées les éléments justifiant du respect de cette mesure dans le délai maximum de dix jours.

Dans l'attente d'une régularisation administrative éventuelle des installations et dans le délai de quarante-huit heures, tout nouvel apport de déchets sur l'installation est interdit.

Article 3 : Délais

Les prescriptions et les délais entrent en vigueur à compter de la notification du présent arrêté. À l'échéance du délai, l'exploitant justifie au préfet et à l'inspection des installations classées du respect des prescriptions précitées.

Article 4 : Frais

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Sanction

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais impartis aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-7 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être engagées.

Article 6 : Recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de La Réunion, par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formé contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 7 : Publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant et publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée de cinq ans.

Article 8 : Exécution

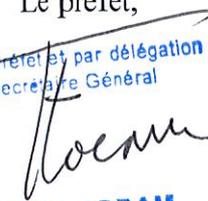
Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- M. le maire de la commune de Saint-Paul ;
- M. le sous-préfet de Saint-Paul ;
- M. le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) – service de prévention des risques et environnement industriels (SPREI).

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général


Frédéric JORAM